



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Hauts-de-France

Prouvy, le 30 mars 2020

Unité Départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Équipe V3

Affaire suivie par Vincent HERTAULT
vincent.hertault@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 03 27 21 05 15
Fax : 03 27 21 00 54

Réf. : V3-VH/2020-048

RAPPORT DE VISITE

ÉTABLISSEMENT

Nom de l'entreprise : OUTINORD S.A.S.

Adresse : 392, rue de Millonfosse
59230 SAINT-AMAND-LES-EAUX

Personnes rencontrées : M. HERBINET Directeur du site
M GUILLOUARD Directeur délégué
M DESCAMP Responsable Environnement Hygiène Sécurité
M SCHIELLERS Responsable Maintenance
M^{me} LENOIR Responsable ressource humaine
M. DELPORTE Bureau étude APAVE
M^{me} WOERTH Bureau étude APAVE

Type d'établissement : A

N° S3IC : 070.00783

VISITE

Date d'inspection : 27/02/20

Type d'inspection : ☐ Renforcée ☐ Approfondie ☒ Courante

Inspecteurs : Vincent HERTAULT/ Belkacem CHIKH

Objet de la visite : Régularisation administrative suite à mise en demeure du 06/02/2019
Recolement suite mise en demeure du 06/02/2019

SUITES DE LA VISITE

☒ Lettre de suites ☐ Mise en demeure ☐ Suites administrative ☐ Suites pénales

Sommaire

Annexes

- | | |
|--|---------------------------|
| 1. Objet de la visite d'inspection | 1. Lettre de suites |
| 2. Présentation de l'établissement | 2. Planche photographique |
| 3. Résultats de la visite d'inspection | |
| 4. Conclusion et suites | |

I. Objet de la visite d'inspection

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2020 de la DREAL Hauts-de-France.

Cette visite porte sur les suites à donner à deux arrêtés de mise en demeure :

- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019 concernant la gestion des déchets et la mise en conformité des rétentions pour les produits dangereux ;
- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019 de régularisation de la situation administrative concernant les installations de peinture liquide et de traitement de surface.

II. Présentation succincte de l'établissement

La société OUTINORD a été créée en 1955 par Charles BAUER. OUTINORD est le créateur de la banche métallique.

L'usine actuelle date de 1962. Elle a ensuite connu des périodes de développement :

- 1965 à 1968 : gros investissements,
- 1975 à 1979 : développement à l'international,
- 1981 : création d'une filiale aux USA.
- 2006 : entrée dans la Holding DOLSKI.
- 2010 à 2012 : redéploiement industriel.
- 2012 à ce jour : investissement important pour l'évolution des procédés et le remplacement de machines obsolètes.

L'usine de Saint Amand-les-Eaux est spécialisée dans la fabrication de coffrages et protections périphériques. La société dispose d'une capacité de fabrication annuelle importante de l'ordre de 200 000 m² de coffrages.

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 18/11/2009, complété par un arrêté préfectoral du 25/04/2012.

III. Résultats de la visite d'inspection

3.1 Recolement arrêté de mise en demeure du 06/02/2019 (déchets et rétentions)

La visite d'inspection du 15/10/2018 avait constaté un nombre important de déchets non identifiés, stockés de manière désordonnée en intérieur et en extérieur soumis ou non aux intempéries avec des rétentions défaillantes ou en mauvais état.

Il s'agissait notamment d'environ 55 m³ en cubitainers de baigns de traitement de surface usagés, de transformateurs au PCB et de poudre de peinture usagée.

Cette situation a fait l'objet de 3 contraventions et d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019 pour la mise en place de rétentions, l'identification et l'évacuation des déchets.

La visite d'inspection du 17/06/2019 avait constaté une nette amélioration de la situation du site avec notamment :

- l'évacuation des cubitainers contenant des baigns de traitement usagés ont été évacués vers une filière agréée ;
- l'élimination des transformateurs au PCB ;
- l'identification des déchets présents sur le site.

L'exploitant avait transmis les bordereaux de suivi de déchets concernés. Néanmoins, les stockages sur rétentions n'étaient pas encore totalement mis en œuvre, l'exploitant finalisant cette mise en conformité. Par ailleurs un stockage de palette de bois à proximité d'une citerne de gaz avait été constaté.

Les constats réalisés ne permettaient donc pas d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019 concernant la gestion des déchets, leur identification et la mise en place de rétentions conformes pour le stockage des produits dangereux. Néanmoins, compte tenu des actions correctives déjà réalisées et des engagements pris par l'exploitant, aucune suite n'avait été proposée.

Les constats réalisés durant l'inspection ont permis de vérifier la mise en conformité du site, à savoir :

- il n'existe plus de stockage de bacs de traitement de surface usagés, l'exploitant procédant à l'enlèvement systématique de ceux-ci directement au niveau de la cuve de 16 m³ présente sur la chaîne de traitement de surface ;
- les déchets présents sur la zone de stockage sont identifiés ;
- l'ensemble des produits dangereux sont stockés sur rétention.

La situation est illustrée par la planche photographique en annexe 2.

Avis de l'inspection :

Concernant l'enlèvement de bacs de traitement de surface usagés, il conviendra d'archiver les BSD correspondants.

L'inspection constate la mise en conformité du site et le respect des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019.

Le présent rapport vaut procès-verbal de récolement pour l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019 concernant la gestion des déchets, leur identification et la mise en place de rétentions conformes pour le stockage des produits dangereux.

3.2- Constat de la visite

L'exploitant ne s'est pas opposé à l'accès de l'inspecteur aux locaux hors ICPE (bureaux, salles de réunion, habitation).

La visite d'inspection n'a pas révélé de non-conformité. L'Inspection de l'Environnement formule 5 observations :

- **Observation n°1** : il convient de s'assurer de la bonne visibilité de l'affichage ATEX pour la zone cabine poudre ;
- **Observation n°2** : il convient de mettre en place un affichage signalant la zone de stockage des peintures en lien avec les risques associés à ce stockage ;
- **Observation n°3** : dans le cadre de la régularisation des installations, il conviendra de mettre en place une captation sur les broies des cabines de peinture (chaîne 1 et tôlerie) ;
- **Observation n°4** : le stockage des résidus de peintures poudre est à améliorer pour éviter tout risque de dispersion par ruissellement ;
- **Observation n°5** : les installations de stockage Air Liquide sont à clôturer et leurs accès sont à sécuriser.

L'exploitant a indiqué au cours de la visite qu'il allait prendre en compte ces observations. Concernant les installations de stockage Air Liquide, il a indiqué que la pose de clôture était programmée durant les prochaines semaines.

3.3 Régularisation administrative du site arrêté de mise en demeure du 06/02/2019

Les activités exercées sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 18/11/2009.

Suite à des évolutions de process du site (mise en place d'une nouvelle ligne de peinture à poudre et d'une ligne de traitement de surface), un arrêté préfectoral complémentaire du 25/04/2012 a été pris et qui prévoyait la mise à l'arrêt de la cabine de peinture chaîne 1.

Durant la visite d'inspection du 15/10/2018, il a été constaté la remise en service de cette cabine de peinture, ainsi que l'augmentation de volume de bain de la chaîne de traitement de surface. En conséquence, un

arrêté de mise en demeure de régularisation de la situation administrative pour les installations de peinture liquide et la ligne de traitement de surface a été pris en date du 06/02/2019.

Par courrier en date du 08/04/2019, l'exploitant a indiqué élaborer le dossier de demande d'autorisation environnementale puis, par courrier du 06/01/2020, a indiqué un dépôt du dossier pour le premier trimestre 2020.

Une présentation en salle a été réalisée durant laquelle l'exploitant a exposé le dossier de demande d'autorisation. Il est relevé que ce dossier présente une étude d'impact, l'instruction fera donc l'objet d'une évaluation environnementale.

L'exploitant a indiqué que le dépôt de ce dossier était prévu en semaine 11.

Il a été rappelé à l'exploitant que les installations ne pourront être mises en service qu'à la date de signature de l'autorisation préfectorale.

Il a été également rappelé que la présentation réalisée par l'exploitant, à titre informatif, ne saurait préjuger des suites de la procédure d'instruction.

Une visite du site a été réalisée durant laquelle il a été constaté que les installations visées par la demande de régularisation étaient à l'arrêt, des travaux sur ces installations étant en cours (mise en conformité des points de rejets, changement de procédé de filtration,...).

Suite à l'inspection, le dossier de régularisation de la situation administrative a été déposé en préfecture du Nord le 05 mars 2020.

L'instruction de la phase d'examen préalable de ce dossier étant encore en cours, l'inspection n'est pas en mesure de se prononcer sur le caractère complet et régulier de la demande, notamment de la présence de l'ensemble des pièces exigées par les articles R. 181-13 à 15 et à l'article D 181-15-1 du code de l'environnement.

IV. Conclusion et suites (administratives et pénales) :

Une inspection a été effectuée le 27/02/2020 sur l'établissement OUTINORD sur la commune de Saint Amand-Les- Eaux.

Elle a permis d'aborder la régularisation administrative du site et les suites de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019 concernant la gestion des déchets et la mise en conformité des rétentions pour les produits dangereux.

Conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement, une copie du rapport est transmise à l'exploitant par la lettre de suites en **annexe 1**.

Compte tenu des constats réalisés, nous proposons à M le Préfet du Nord :

- d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019 concernant la gestion des déchets et la mise en conformité des rétentions pour les produits dangereux ;
- d'acter du dépôt du dossier de régularisation de la situation administrative mais en maintenant l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019 concernant la régularisation administrative du site jusqu'à ce que le caractère complet et régulier de ce dossier soit prononcé.

Rédacteurs

L'Inspecteur de l'environnement, spécialité
installations classées

L'ingénieur des travaux publics de l'Etat


Vincent HERTAULT


Belkacem CHIKH

Valideur
L'Inspecteur de l'Environnement
spécialité installations classées



Hélène VIRETTE

Approbateur
Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet du Nord

Prouvy, le 30 mars 2020

Pour le directeur et par délégation,
La Cheffe de l'Unité Départementale du Hainaut

Isabelle
LIBERKOWSKI
isabelle.liberkowski

Signature numérique de
Isabelle LIBERKOWSKI
isabelle.liberkowski
Date : 2020.03.30 08:45:46
+02'00'

Isabelle LIBERKOWSKI

ANNEXE 1

Société OUTINORD à Saint-Amand

Inspection du 27 février 2020

Copie de la lettre de suites à l'exploitant



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Hauts-de-France

Unité Départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Affaire suivie par Vincent HERTAULT
vincent.hertault@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 03 27 21 05 15
Fax : 03 27 21 00 54

À

**Monsieur le Directeur
OUTINORD
392, rue de Millofosse
59230 Saint-Amand-les-Eaux**

Prouvy, le 30 mars 2020

Réf. : V3-VH/2020-049

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Visite d'inspection

P.J : Copie du rapport d'inspection

Monsieur le Directeur,

Le 27 février 2020, j'ai procédé à une visite d'inspection de votre établissement portant sur :

- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019 concernant la gestion des déchets et la mise en conformité des rétentions pour les produits dangereux ;
- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019 de régularisation de la situation administrative concernant les installations de peinture liquide et de traitement de surface ;

Conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, vous trouverez en annexe au présent courrier la copie de notre rapport d'inspection listant de manière exhaustive les constats de cette inspection.

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, il a été relevé 5 observations :

- **Observation n°1** : il convient de s'assurer de la bonne visibilité de l'affichage ATEX pour la zone cabine poudre ;
- **Observation n°2** : il convient de mettre en place un affichage signalant la zone de stockage des peintures en lien avec les risques associés à ce stockage ;
- **Observation n°3** : dans le cadre de la régularisation des installations, il conviendra de mettre en place une captation sur les broiries des cabines de peinture (chaîne 1 et tôlerie) ;
- **Observation n°4** : le stockage des résidus de peintures poudre est à améliorer pour éviter tout risque de dispersion par ruissellement ;
- **Observation n°5** : les installations de stockage air liquide sont à clôturer et leurs accès sont à sécuriser.

Concernant les suites à donner à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019 relatif à la gestion des déchets et la mise en conformité des rétentions pour les produits dangereux, il a été constaté que les actions correctives menées permettent d'acter du respect des dispositions prévues par cet arrêté préfectoral de mise en demeure.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019 concernant la gestion des déchets et la mise en conformité des rétentions pour les produits dangereux et d'abroger celui-ci.

Concernant la régularisation administrative du site, il est relevé que le dossier de régularisation de la situation administrative présenté en séance a été déposé en préfecture du Nord le 05 mars 2020.

Toutefois, la phase d'examen préalable de ce dossier étant en cours, l'inspection n'est pas en mesure de se prononcer sur le caractère complet et régulier de la demande, notamment de la présence de l'ensemble des pièces exigées par les articles R. 181-13 à 15 et à l'article D 181-15-1 du code de l'environnement. Il est donc proposé à Monsieur le Préfet de maintenir l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019 de régularisation de la situation administrative du site jusqu'à ce que le caractère complet et régulier de ce dossier soit prononcé.

Par ailleurs, concernant les observations réalisées, je vous demande de communiquer à Monsieur le Préfet du Nord, dans les meilleurs délais et au maximum sous 1 mois à réception de la présente, les dispositions prises pour répondre aux observations ci-dessus.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

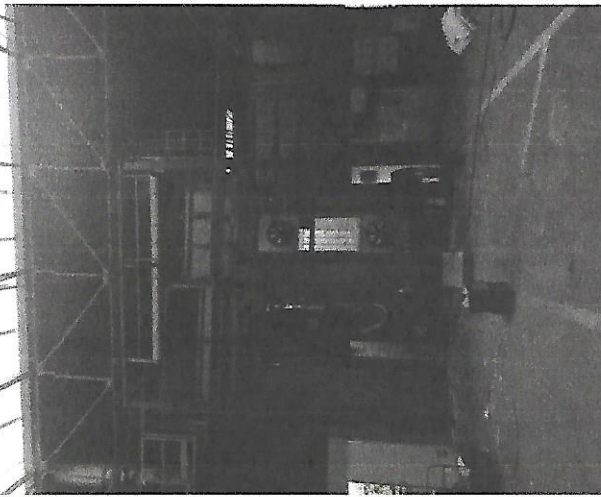
Pour le directeur et par délégation,
L'inspecteur de l'Environnement
(Spécialité installations classées)



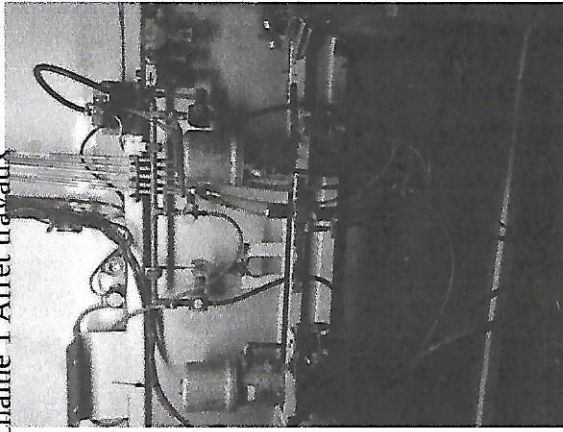
Vincent HERTAULT

Annexe 2 – Planche photographique

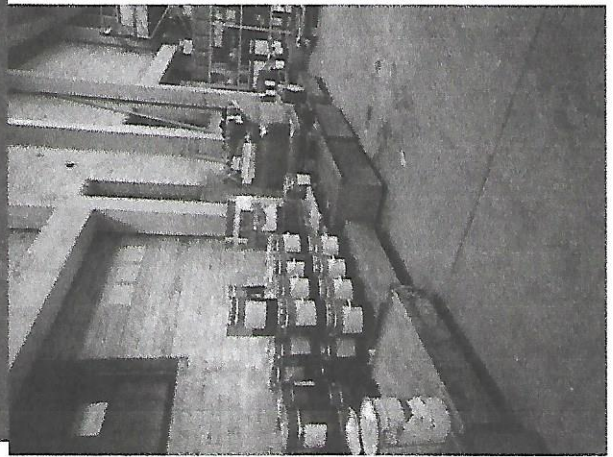
Cabine peinture liquide chaine 1
Arrêt travaux



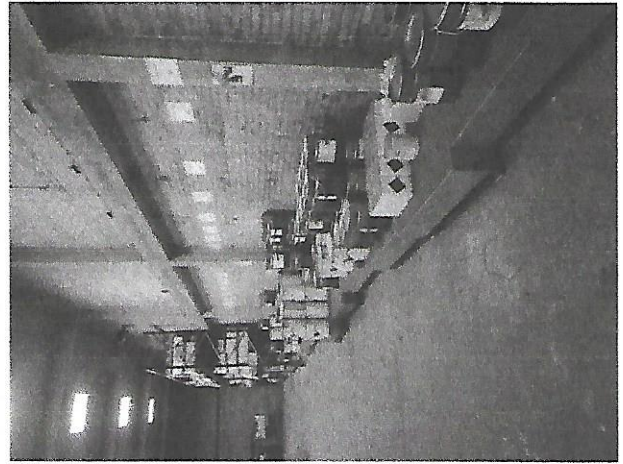
Broterie Cabine peinture liquide
chaîne 1 Arrêt travaux



Broterie Cabine peinture liquide
tolerie



Stockages peinture liquide



Stockages déchets peinture solide

